



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions

- TPSGC

11 Laurier St. / 11 rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

Regional Master Standing Offer (RMSO)

Offre à commandes maître régionale (OCMR)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Commercial Acquisitions & Fast Track Procurement
Div/Div des Acquisitions commerciales et achats en
régime accéléré
11 Laurier St. / 11 rue Laurier
6B3, Place du Portage
Phase III
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Office Suppliers/Fourniture de bure		
Solicitation No. - N° de l'invitation E60PD-16OSFB/B		Date 2016-02-22
Client Reference No. - N° de référence du client E60PD-16OSFB		Amendment No. - N° modif. 006
File No. - N° de dossier pd032.E60PD-16OSFB	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$PD-032-68690		
Date of Original Request for Standing Offer Date de la demande de l'offre à commandes originale		2015-12-21
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-03-21		Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Swanson, Manon		Buyer Id - Id de l'acheteur pd032
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-2945 ()		FAX No. - N° de FAX (819) 956-5706
Delivery Required - Livraison exigée		
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: As per call-up document/tel qu'indiqué sur la commande subséquente		
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

Cette modification est émise afin de fournir les réponses aux questions reçues de l'industrie et de modifier la demande DOC en conséquence

Questions et réponses

Question no 1

A la section 4.1.1 L'offrant doit identifier dans la colonne « V » les articles qui sont répertoriés et les articles qui ne sont pas répertoriés. L'offrant doit démontrer qu'au minimum 50% des articles énumérés dans le TEOF sont des articles répertoriés

L'offrant doit démontrer que plus que 50% des articles énumérés dans TEOF sont des articles répertoriés. Est-ce que cela veut dire que tous les fournisseurs doivent soumettre un prix pour toutes les 2769 « SKUs » du TEOF et de ces « SKUs » un minimum de 50% doivent être des articles répertoriés ou bien l'offrant peut être considéré conforme si il offre des prix pour 2000 « SKUs » du TEOF et que 1385 articles sont répertoriés et que la balance ne le sont pas?

Réponse no 1:

Afin d'être considéré conforme, l'offrant doit fournir un prix pour tous les SKUs identifiés dans le TEOF et doit démontrer qu'au moins 50% des articles sont répertoriés.

Question no 2:

5.2.3.1 Attestation des taux ou du prix (*Cette clause s'applique seulement à la liste des articles supplémentaires qui ne font pas partie de la liste des articles du panier des biens*)

Le soumissionnaire atteste que le prix proposé n'est pas supérieur au plus bas prix demandé à tout autre client, y compris au meilleur client du soumissionnaire, pour une qualité et une quantité semblables de biens, de services ou les deux.

Cet article crée une exposition inutile pour les soumissionnaires qui ont aucun moyen de déterminer si et quand un article a été vendu à un prix inférieur à un autre client. Les soumissionnaires seront appelés à soumissionner sur potentiellement 1500 articles qui pourraient ne pas avoir un volume suffisant pour justifier la vente de l'article à un prix inférieur à celui qui était offert à un autre client à un moment donné dans le passé ou dans le futur. Cet article 5.2.3.1 est clairement impossible à appliquer et insoutenable pour les soumissionnaires. Quoi qu'il en soit, les soumissionnaires seront invités à soumissionner un prix sur le même « SKU » donc le Canada aura accès au prix le plus bas. Est-ce que le Canada envisagerait de supprimer cet article

Réponse no 2:

Supprimer l'article 5.2.3.1 Attestation des taux ou du prix

Question no 3:
Annexe C - TEOF

Nous ne gardons pas tous les articles énumérés dans le TEOF en stock/répertoriés, car un bon nombre de ces articles sont des doublons (en termes de fonction et qualité) à des articles que nous tenons déjà en inventaire mais disponible dans une autre marque. Pour nous cela n'a aucun sens de les ajouter à nos articles en stock/répertoriés. Par contre nous pouvons clairement dépasser les 50 % des articles énumérés dans la liste. Ce sera probablement le même cas pour tous les soumissionnaires

Il y aura manifestement un avantage de prix pour le soumissionnaire qui aura le « SKU » répertoriés versus le soumissionnaire qui ne l'a pas et qui s'en remettra à une tierce partie de distribution. Comment le Canada évaluera ceci?

Réponse no 3:

Bien qu'il puisse y avoir un avantage commercial pour les offrants qui auront les articles en stock/répertoriés, l'engagement a démontré qu'il a aussi un facteur de risque et le coût associés à ce stock. La décision d'avoir les articles en stock/répertoriés ou non appartient en fin de compte à l'offrant et cela est une décision d'affaires. Le panier de biens est un panier représentatif pour cette exigence et, pour cette raison, le Canada évaluera les offres conformément à la méthode d'évaluation décrite à la partie 4 de la DOC (modification no 1)

Question no 4:
4.1.2.3 Méthode de calcul

Est-ce que le Canada considérerait un facteur compensatoire de la méthode de calcul lors de l'évaluation des offres en ce qui à trait aux SKUs répertoriés qui annulerait en partie cette avantage de prix pour des articles répertoriés

Réponse no 4 :

Non, TPSGC ne considérera pas cette option. TPSGC cherche la meilleure valeur pour l'ensemble de ses besoins.

Question no 5 :

Comment le Canada traitera avec les soumissionnaires qui choisissent de soumissionner pour tous les articles du TEOF pour rendre leur offre plus attrayante, mais n'ont aucune intention de les rendre disponibles?

Réponse no 5 :

S'il y a des preuves que l'offrant ne rencontre pas son engagement en ce qui à trait aux articles énumérés dans le TEOF, TPSGC prendra des mesures correctives contre le détenteur qui pourrait voir son offre être retirée.

Question 6:

Il n'y a aucune mention reliée à la fluctuation du taux de change dans la DOC, à moins que la fluctuation des taux de change sera incluse dans le changement de prix alloué d'après le IPC indiqué sur le site Web de la Banque du Canada?

Réponse 6 :

Ajouter cet article à la demande d'offre à commandes

C3011T – Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.

Question no 7:

Nous aimerions présenter une offre pour cette demande mais la région dont nous voulons offrir une offre est considérée comme une région bilingue. Nous pouvons desservir cette région dans les deux langues mais par contre nos documents imprimés comme les factures etc. sont en anglais seulement et cela est la même chose pour notre site web.

Réponse no 7 :

Pour les régions qui sont considérés comme bilingues, le proposant doit desservir ces régions dans les deux langues officielles qui comprend les documents imprimés et le site web de l'offrant. Toutefois le Bureau canadien de l'Association des produits « COPA », E-tilize et CNET peuvent vous offrir les données sur les produits dans les deux langues officielles.

Question no 8:

Puis-je avoir la valeur estimé en dollars monétaire pour la fourniture de bureau pour la partie autochtone

.

Réponse no 8:

L'estimé est d'environ \$ 1.5M par année pour la partie autochtone

Toutes les autres termes et conditions demeurent inchangés